

RAPPORT D'EXECUTION 2019 CONVENTION D'APPUI AUX POLITIQUES D'INSERTION

PRÉAMBULE

La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un « impératif national » inscrit dans la loi¹ et fondé sur « l'égalité de dignité de tous les êtres humains ». Elle est à ce titre « une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation ».

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

C'est en ce sens que les situations de pauvreté ou d'exclusion sociale ne peuvent et ne doivent pas être considérées comme un statut ou une fatalité. Les politiques de lutte contre la pauvreté et contre les exclusions visent au contraire à renforcer l'égalité des chances et la cohésion sociale.

Pour atteindre ces objectifs, les politiques d'insertion doivent s'articuler autour de trois axes complémentaires :

- la prévention des difficultés sociales et la lutte contre la pauvreté ;
- l'accompagnement des personnes en vue de leur accès à l'autonomie et leur participation à la vie sociale, économique et citoyenne ;
- l'intervention sur l'environnement social pour renforcer la cohésion sociale et les solidarités de proximité.

Le Code de l'action sociale et des familles dans son article L263-1, stipule que les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des Départements. Ceux-ci définissent la politique départementale d'accompagnement social et professionnel et conduisent leur politique d'insertion avec le concours de ses partenaires (Etat, collectivités, organismes de formation et associations).

Afin de permettre aux personnes de réaliser des choix libres et autonomes, la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion précise que chacun doit pouvoir être informé, aidé et accompagné de façon personnalisée : c'est pourquoi les modalités d'accompagnement doivent être définies dans le cadre d'un contrat librement débattu, définissant les engagements réciproques du Département et de la personne accompagnée.

¹ Article L115-1 du Code de l'Action sociale et des familles

Les Pactes territoriaux pour l'insertion (PTI) créés par la loi du 1^{er} décembre 2008 sus-mentionné, visent à assurer une coordination soutenue en matière d'insertion, entre le Département et les autres acteurs du territoire. Pour autant, l'articulation entre les politiques locales et nationales apparaît aujourd'hui insuffisante. Les politiques d'insertion portées par les Départements doivent s'articuler pleinement avec l'ensemble des politiques publiques portées par l'Etat et qui concourent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Le fonds d'appui aux politiques d'insertion créé par la loi de finances initiale pour 2017 vise ainsi à apporter un soutien financier aux départements qui s'engagent à renforcer leurs politiques d'insertion, dans le cadre d'une convention entre l'Etat d'une part, le Département et ses partenaires d'autre part.

Etat d'avancement des engagements pris :

Légende	
	Projet qui se passe bien
	Projet avec quelques difficultés
	Projet avec de nombreuses difficultés
	Projet suspendu
	Projet abandonné
	Projet terminé

ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Actions d'insertion prévues par la loi

Engagement 1 : Orientation et Réorientation des bénéficiaires du RSA	
Description de l'action : Optimiser la phase d'orientation et permettre d'enclencher rapidement une dynamique d'insertion de manière à favoriser une sortie aussi rapide que possible du RSA.	
Objectif Connaître précisément et rapidement la situation des usagers afin de proposer un accompagnement adapté et efficace.	Etat des lieux Le Département dans le cadre de la convention d'orientation et de droit à l'accompagnement organise le dispositif. L'orientation de chaque bénéficiaire RSA vers un référent unique en capacité de mettre en œuvre un accompagnement adapté est un gage de réussite de l'insertion.
Moyens et partenaires mobilisés Révision des référentiels départementaux d'accompagnement pour réduire les délais de mise en parcours. Département. Référent unique RSA (missions locales RSA, CAPE, associations conventionnées ...).	Financement Moyens du Département. FSE.
Indicateurs Délai entre l'information sur l'ouverture des droits et la désignation du référent unique RSA. Délai de mise en parcours (durée moyenne entre) – objectif réduction significative des délais entre l'orientation et le premier rendez-vous avec le référent désigné. Taux de réorientation.	Public cible Nouveaux entrants dans le dispositif RSA.
Modalités de soutien de l'Etat : L'Etat apporte son soutien dans le cadre de la convention d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA.	

Progression :



État d'avancement du projet

Il s'agit d'un objectif stratégique du Département réaffirmé par le Plan Départemental d'Insertion vers l'Emploi 2019/2022. Il s'agit de favoriser une sortie la plus rapide possible du dispositif en créant une dynamique dès l'entrée dans le dispositif RSA .
Une nouvelle procédure optimisée a été mise en place au sein des Pôles Insertion. Les référentiels d'accompagnement ont été également revus afin d'intégrer les nouvelles modalités d'entrée et d'accélérer le premier accueil des BRSA.

Indicateurs :

Nombre d'allocataires du RSA est de **11 282** (au 30/11/2019)

Nombre d'allocataires du RSA nouveaux entrants dans le dispositif au 31/12/2019 : **6 940** .

Financement : Moyens du Département et FSE

Réalisé 2018 : 1 949 286 € PDI + FSE + Crédits FAPI : 88 655€
 PDI + FSE réalisés pour la mise en place de diagnostic pour les nouveaux entrants dans le dispositif RSA sur un territoire expérimental

Réalisé 2019 : 1 949 709 € PDIE/FSE

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .1 du plan pauvreté

Engagement 2 : Accompagnement des bénéficiaires du RSA et signature de CER	
Description de l'action : Mettre en place dans les meilleurs délais un accompagnement adapté et efficace afin de répondre à la diversité des situations des bénéficiaires.	
Objectif Apporter un accompagnement adapté et régulier à tout bénéficiaire du RSA.	Etat des lieux Le taux de contrat est de 50 % pour l'insertion sociale, et 50 % pour l'insertion socioprofessionnelle. La difficulté de contractualiser ne réside pas toujours dans le fait que les personnes ne viennent pas aux rendez-vous mais également par le fait que les bénéficiaires sortent du dispositif régulièrement.
Moyens et partenaires mobilisés Poursuite de l'engagement des organismes partenaires dans l'accompagnement des bénéficiaires du RSA : CCAS, Pôle emploi, services du Département, associations agréées, etc...	Financement Moyens de chaque partenaire, renforcés le cas échéant par les financements apportés par le Département. A titre indicatif, le Département verse 1 432 768 € chaque année à des organismes référents RSA et mobilise ses propres agents dans cette mission (travailleurs sociaux du Département).
Indicateurs Taux de contractualisation : taux de contrats en cours / nombre de bénéficiaires payés depuis plus de 3 mois.	Valeurs visées Supérieur à 60 %.
Modalités de soutien de l'Etat : L'Etat apporte son soutien dans le cadre de la convention d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA.	

Progression :



État d'avancement du projet

Le Département souhaite renforcer les liens avec les partenaires conventionnés pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA (CAF, partenaires divers, services internes...) afin de s'assurer de la contractualisation. Il s'agit de développer et de mettre en place des rencontres partenariales régulières sur l'ensemble des territoires

Indicateurs :

Au 31/12/2019 le taux moyen de contractualisation est de **60,38%**.
 6 817 contrats d'engagements réciproques (CER) sont en cours sur l'ensemble du territoire au 31/12/2019.

Dans le cadre du plan pauvreté, des expérimentations vont être réalisées sur certains territoires pour faciliter le premier entretien.

De plus dans le cadre des marchés publics passés avec les structures d'accompagnements, il a été demandé de mettre en œuvre l'accueil du public dans les 15 jours après l'orientation du pôle insertion.

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .1 du plan pauvreté

Engagement 3 : Participation des bénéficiaires du RSA aux équipes pluridisciplinaires	
Description de l'action : Structurer la participation citoyenne.	
Objectif Définir et partager le sens de la participation citoyenne dans le dispositif. Permettre à des usagers d'être acteurs du dispositif insertion.	Etat des lieux Les arrêtés de constitution des équipes pluridisciplinaires prévoient tous la participation d'allocataires du RSA. Bien que développés depuis 2005 et appréciés des usagers, la constitution et la dynamique des groupes d'usagers, ainsi que leur participation dans les équipes pluridisciplinaires restent inégales. L'appropriation de cette dynamique, tant pour les professionnels que les usagers, reste encore largement à approfondir.
Moyens et partenaires mobilisés Directions du Département et les centres sociaux travaillent conjointement à la pérennité de cet engagement. Bénéficiaires du RSA.	Financement Prise en charge des frais des usagers.
Indicateurs Nombre de participants en équipes pluridisciplinaires (EP). Nombre de participants aux groupes ressources.	Valeurs visées <ul style="list-style-type: none"> - 2 usagers par EP - constitution d'un groupe ressource
Modalités de soutien de l'Etat Dans le cadre de la CLAS-AGILLE soutien à la structuration de la participation citoyenne.	

Progression :



État d'avancement du projet

Dans le cadre des appels à projets PDI 2018, la participation citoyenne a été ciblée comme un axe d'intervention à part entière.

Un projet avait été retenu à l'échelle du Département afin de favoriser la mobilisation citoyenne des bénéficiaires du RSA sur le dispositif. L'association LE COMPTOIR DES LETTRES a proposé la mise en place d'une plateforme collaborative sous forme de forum dédié. Cette action n'a pas porté les fruits escomptés en raison de la difficulté de mobilisation du public. Celle-ci n'a donc pas pu être reconduite pour 2019.

Par ailleurs, dans le cadre du travail mené par le Département sur l'élaboration du nouveau PDIE, des ateliers territoriaux ont été menés courant 2018 et ont pu mobiliser une dizaine d'usagers sur l'ensemble du territoire.

Dans le cadre d'une évaluation annuelle du nouveau PDIE 2019-2022, la participation de bénéficiaires du RSA pourra à nouveau être sollicitée.

Enfin en 2018, les Pôles Insertion ont fortement travaillé sur la thématique de la participation citoyenne notamment dans le cadre des instances départementales que sont les équipes pluridisciplinaires. Crédits FAPI : 16 000 € alloués à l'expérimentation d'une action « Forum RSA »

En 2019, il n'a pas été possible de mobiliser des bénéficiaires du RSA. Cependant un travail a été réalisé avec une association « le collectif de la Huppe » pour faciliter la représentativité des BRSA dans les différentes instances et notamment en équipe pluridisciplinaire. Ce travail se poursuit en 2020.

Financement : Moyens du Département

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .1 du plan pauvreté

Engagement 4 : Signature d'un pacte territorial pour l'insertion (PTI)	
Description de l'action : Renouvellement du pacte territorial d'insertion (PTI).	
Objectif Assurer un engagement et une coordination efficace des partenaires de l'insertion.	Etat des lieux
Moyens et partenaires mobilisés Moyens de chaque partenaire conformément aux termes du Pacte Territorial d'Insertion.	Financement Financement ou autres moyens à définir de chaque signataire du PTI.
Indicateurs Signature d'un PTI.	Valeur visée Meilleure efficacité des politiques d'insertion Coordination améliorée. Calendrier Elaboration d'un nouveau PTI sur la base de l'évaluation du PDI 2014/2017 qui va se dérouler début 2018.
Modalités de soutien de l'Etat : Contribution à l'actuel PTI et soutien aux dispositifs existants.	

Progression : Le projet est bien enclenché avec la mise en place du comité de suivi.



État d'avancement du projet

Dans le cadre du travail d'élaboration du nouveau PDIE 2019-2022, un comité de suivi partenarial a été mis en place et se réunit annuellement.

Ce comité va également servir de levier pour ré-armorcer une dynamique et un projet de renouvellement du Pacte Territorial pour l'insertion.

Au vu du travail dans le cadre du schéma unique des solidarités au sein du département, le PTI n'a pas été mis en place pour ne pas rajouter une instance supplémentaire.

Engagement 5 : Signature d'une CAOM sur les emplois aidés (convention d'objectifs et de moyens)	
Description de l'action : Signature d'une CAOM sur les emplois aidés avec notamment le suivi en commun de l'activité des SIAE.	
Objectifs Utiliser pleinement et de manière concertée l'outil d'insertion « emplois aidés ».	Etat des lieux La CAOM 2017 a été signée.
Moyens et partenaires mobilisés Moyens financiers de l'Etat et du Département ; mobilisation des autres partenaires dans la mise en œuvre (Pôle Emploi, structures de l'insertion par l'activité économique, partenaires du PDI, entreprises,...).	Financement Contribution du Département de 1 538 800€ en 2017 soit : <ul style="list-style-type: none"> - 302 000€ pour les CUI-CAE - 180 000€ pour les CUI-CIE - 1 056 800€ pour les CDDI - 178 , 73» ETP 446 825 € 2018
Indicateurs Signature d'une CAOM.	Valeurs visées Signature effective d'une CAOM de 2017 à 2019 Augmentation de l'enveloppe CIE/CAE.
Modalités de soutien de l'Etat : Aide à l'établissement et signature de la CAOM, pilotage conjoint de sa mise en œuvre.	

Progression :



Négociation à renouveler annuellement

État d'avancement du projet

Depuis 2018 un suivi important notamment avec Pôle emploi a été réalisé dans le cadre du nouveau dispositif Parcours Emploi Compétences (PEC). Un process a été mis en place avec Pole emploi pour les CAE/PEC dans les collèges.

Une communication importante a également été faite par mailing pour informer les collectivités et les associations des aides possibles pour l'embauche de bénéficiaires RSA sur des postes de CAE. Cependant, le taux de réalisation est de 47 % à fin décembre 2018 pour 40 CUI-CAE réalisés.

[En 2019, un process a été mis en place en interne pour favoriser le déploiement des pec dans d'autres directions .](#)

Financement :

Pour 2018 : le Département a co-financé

- 180 ETP CDDI pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), Le réalisé st de 178 , 73 ETP
- 86 CUI/CAE.

Cependant, le taux de réalisation est de 47 % à fin décembre pour 40 CUI-CAE réalisés.

Pour 2019, une enveloppe financière globale identique à 2018 est prévue mais au regard de l'augmentation du RSA cela correspond à :

- 179 ETP CDDI en ACI,
- 77 CUI/ CAE et 2 CUI/CIE(baisse à la demande de la Direccte à 70 PEC)

[Le taux de réalisation en 2019 est de 68 sur 70 contrats aidés engagés.](#)

Actions concourant à renforcer les coopérations entre les acteurs

Action de coopération 1 : Installation d'une instance de gouvernance de la politique d'insertion départementale	
Description de l'action : En lien avec le PTI, dynamiser et animer une démarche départementale inter institutionnelle visant à favoriser l'approche multidimensionnelle de l'insertion des personnes.	
Objectifs Favoriser une approche intersectorielle des enjeux et objectifs afin de pouvoir impulser une dynamique partagée et une synergie d'actions sur le territoire Drômois. Instance avec deux niveaux d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - d'une part, en comité restreint en matière de gouvernance. - d'autre part, en comité élargi à l'ensemble des partenaires (logement, santé, emploi,...) sur le plan technique et opérationnel. 	Etat des lieux Il existe actuellement diverses instances départementales sectorielles, mais il reste difficile d'avoir une approche transversale des politiques sociales participant de l'insertion des personnes.
Moyens et partenaires mobilisés Département DDSCS Direccte ARS CAF	Financement Calendrier Mise en place du nouveau PTI. Echéancier et planning de rencontre des partenaires à définir.
Indicateurs Réunion et travaux partagés conduit.	Public cible Institutions.
Modalités de soutien de l'Etat : Coprésidence de l'instance.	

État d'avancement du projet

Ce travail transversal est à mettre en lien avec les diverses démarches engagées au sein de la collectivité notamment dans le Schéma Unique Départemental des solidarités qui est en cours de finalisation.

Il s'agit de veiller à ne pas multiplier les instances et à poursuivre une approche globale de la thématique de l'insertion.

Le département a conventionné avec le plan pauvreté au mois de juin 2019. Ceci favorise l'approche transversale entre les différentes directions du département pour cibler les actions sociales et complémentaires dans le cadre du plan.

Progression :



Action de coopération 2 : Mise en place d'un guide des solidarités recensant les dispositifs de solidarité existants localement et accessibles aux acteurs publics et privés	
Description de l'action : Création d'un support dématérialisé de type plateforme mis à jour par les partenaires eux même, à destination des professionnels, bénévoles et élus visant les objectifs ci-dessous.	
Objectifs Améliorer l'accès aux droits et la réponse aux besoins des personnes en : 1) Améliorant / facilitant l'orientation du public par l'ensemble des acteurs du territoire. 2) Améliorant la connaissance des acteurs d'un territoire géographique. 3) Simplifiant la mise en réseau pour la naissance de projets multipartenariaux de développement social 4) Travaillant en complémentarité avec les outils déjà existants.	Etat des lieux Le manque d'interconnaissance des acteurs d'un territoire est un frein à l'insertion. De nombreux guides, annuaires existent par domaine thématique, souvent en version papier ou en diffusion limitée et rapidement obsolètes. Le projet GUIDE DES SOLIDARITES vise à y remédier.
Moyens et partenaires mobilisés CD26 ; DDCS ; ARS ; CAF ; Pole emploi ; Associations ; Collectivités locales ; Habitants ; Etc.	Financement Budget estimatif de 30 000€ dédié à la création de la plateforme dématérialisée. 1 ETP dédié à la création de la base de données et fonctionnement de l'outil.
Indicateurs Réalisation du guide et maintien à jour par les partenaires. Enquête de satisfaction des utilisateurs à 3 mois après la mise en place. Statistiques d'utilisation et de téléchargement du site etc.	Public cible Professionnels, bénévoles et élus Calendrier Elaboration du cahier des charges (fin du 1 ^{er} semestre 2017). Sélection d'un opérateur pour l'animation et la mise à jour du guide.
Modalités de soutien de l'Etat : Soutien du FAPI.	

Progression :



État d'avancement du projet

Un travail a été mené par le Département sur 2016/2017 avec un recensement des besoins, réunions partenariales.

Pour poursuivre ce projet, des moyens humains plus conséquents doivent être mobilisés pour accompagner la phase technique de mise en place d'un outil ainsi que le déploiement et le suivi de celui-ci.

En 2018, le portage de ce projet par la fédération des centres sociaux a été proposé. En effet, celle-ci a fait une proposition de coordination et d'animation de la démarche par le biais de la mise en place d'un outil de type plateforme dématérialisée. Une structure de communication a aussi travaillé sur une proposition de devis.

Financement : Moyens du Département

Projet porté par la Direction des Territoires de l'Action Médico-sociale (DTAMS)

Le déploiement de la plateforme a été finalement gelé du fait du montage complexe du projet

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A.2.1 du plan pauvreté

Action de coopération 3 : Mobilisation d'un réseau d'entreprises associé aux actions d'insertion menées sur le territoire par le biais de l'outil DROME CV	
Description de l'action : Créer un système automatisé de mise en relation entre les demandeurs d'emploi (dont les bénéficiaires du RSA, les jeunes) avec les entreprises du territoire sur la base d'un fichier entreprises recensant l'ensemble des entités économiques drômoises.	
Objectif 1) <u>Proposer aux drômois, et notamment aux personnes en situation d'insertion un service complémentaire aux solutions existantes, pour accéder au marché local de l'emploi</u> par le biais de candidatures spontanées. Ce moyen serait donc complémentaire aux voies «classiques » d'accès à l'emploi que sont la candidature à des postes publiés (via le service public de l'Emploi : Pôle Emploi, missions locales, mais aussi acteurs privés et sites Internet tels que l'APEC, les Agences d'intérim...), ou la création d'entreprise (accompagnée par les Chambres consulaires, les Plateformes Initiative, le Réseau Entreprendre ou l'ADIE). 2) <u>Permettre aux entreprises de trouver au niveau local une réponse à leurs besoins en compétences.</u>	Etat des lieux Il n'existe pas d'outils à ce jour permettant la mise en relation entre les demandeurs d'emploi et les entreprises du territoire dans le cadre d'un système automatisé (candidatures spontanées).
Moyens et partenaires mobilisés Mise en place d'un système automatisé (plateforme / application en ligne). Acteurs de l'emploi et de l'insertion : missions locales, EPCI, ADIE, Pôle Emploi, PLIE, DIRECCTE, MEEF... Réseaux entreprises : MEDEF, CGPME, UIMM, CCI, CMA... Acteurs de la formation : Région, ADUDA... EPCI, Communes.	Financement Moyens du Département.
Indicateurs Nombre d'entreprises "adhérentes". Nombre de CV déposés. Nombre de mises en relation ayant abouti (postes pourvus).	Public cible Demandeurs d'emploi en recherche d'emploi, de stage, de période d'immersion, de découverte de métiers, notamment de jeunes, de bénéficiaires du RSA. Entreprises volontaires.
Modalités de soutien de l'Etat : Soutien avec les moyens de droit commun.	

État d'avancement du projet

Action réorientée et renommée avec pour objectif la mise en place **d'un observatoire des métiers** en tensions qui mobiliserait :

- les entreprises (potentiel d'emploi à court, moyen et long terme) ;
- les référents accompagnateurs des publics en recherche d'emploi (information sur les métiers qui recrutent) ;
- les bénéficiaires du RSA/ les jeunes (Information des emplois locaux et des compétences essentielles recherchées).

Action qui a pour enjeu la mise en adéquation de l'offre et de la demande d'emploi avec notamment des passerelles vers des parcours de formation (acquisition des compétences de base, savoir-être professionnels...).

Réalizations 2018 :

- Travail de recensement des filières et des besoins des territoires ;
- Crédits FAPI : Mobilisation de moyens humains au titre du PDI à savoir d'un agent chargé de mission 1 jour par semaine sur une période de 6 mois.

En 2019 : le travail a eu comme objectifs l'identification de prestataires et également d'un réseau d'entreprises .
 Au vu de la convention passée dans le cadre du plan pauvreté, des articulations sont en train d'être mis en place notamment avec les contrôleurs du juste droit qui pourront mettre en relation directement les bénéficiaires du RSA et les entreprises via cette plateforme.

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .2 du plan pauvreté.

Progression :



Actions supplémentaires répondant à des priorités nationales ou à des priorités locales

Action complémentaire 1 : Lutte contre la fracture numérique	
Description de l'action : Mettre en place des ateliers collectifs permettant une information et une sensibilisation aux outils numériques pour les publics les plus fragilisés.	
Objectif Permettre l'accès aux outils numériques aux publics les plus fragilisés (notamment les bénéficiaires du RSA) qui sont particulièrement concernés par la fracture numérique par l'acquisition de compétences numériques indispensables à une inclusion durable (par le biais du Passeport Internet multimédia). Contribuer au renforcement de l'autonomie des personnes dans les démarches administratives par Internet (Pôle emploi, Caisse d'allocations familiales, recherche d'emploi....) et au retour à l'emploi durable des publics.	Etat des lieux La fracture numérique est facteur d'inégalité sociale et générationnelle, entre ceux qui s'adaptent et ceux qui restent à l'écart de la société numérique. D'après le CREDOC, « les personnes qui n'utilisent pas Internet appartiennent aujourd'hui à des catégories de la population bien spécifiques : 78% d'entre elles ont plus de 60 ans, 90% d'entre elles n'ont pas le Bac et 44% disposent de revenus inférieurs à 1500€ par mois dans leur foyer ».
Moyens et partenaires mobilisés Syndicat mixte des Inforoutes Drôme Ardèche CAF. Pôle Emploi. Réseaux des EPN (Espace Public numérique). Partenaires MSAP (Maison de service au public).	Financement Moyens financiers du Département renforcés par le FAPI et du FSE. Moyens dédiés par les autres partenaires : CAF, Etat (Pôle Emploi). Sélection sur Appels à projets.
Indicateurs Nombre de bénéficiaires des actions collectives. Nombre de sorties positives (emploi durable, CDD, formation...) à l'issue de l'action. Impact de l'action sur la progression des parcours d'insertion professionnelle.	Public cible 200 bénéficiaires : Publics fragilisés notamment les bénéficiaires du RSA, les DELD, les jeunes ayant des difficultés avec l'utilisation des outils numériques.
Modalités de soutien de l'Etat Soutien financier du FAPI	

Progression :



État d'avancement du projet

Action lancée en 2018 et cofinancée dans le cadre du PDI et du FSE dont le porteur est le Syndicat Mixte des inforoutes. Ce projet déployé sur l'ensemble du territoire vise 200 bénéficiaires du RSA.

L'action a été reconduite en 2019 avec un co-financement FSE et élargie à d'autres publics en démarche d'insertion (personnels des chantiers d'insertion, jeunes entrés dans le dispositif garantie jeunes).

L'accès aux outils du numérique reste complexe et la mobilisation faible au regard des besoins.

Cependant le pass numérique va se déployer en Drôme grâce au projet retenue par l'Etat de Numérian (ex syndicat des inforoutes) sur un public plus large jeunes, personnes âgées et publics en difficultés.

De ce fait l'offre va couvrir une plus large population ce qui va faciliter la constitution de groupes dans les EPN.

Financement : Moyens du Département

Réalisé 2018 : 69 000€ sont prévus (PDI/FSE)

Crédits FAPI : 69 000 € alloués à des actions déployées facilitant l'accès au numérique.

Réalisation 2019 : 8 813€ PDIE et 36 520 FSE

Prévisionnel 2020 : 6 000€ et de 28 000 FSE

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .1 du plan pauvreté

Action complémentaire 2 : Lutte contre l'isolement social par la promotion du bénévolat	
Description de l'action : Promouvoir le bénévolat auprès des bénéficiaires du RSA.	
Objectif Sortir de l'isolement prolongé et favoriser l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires du RSA par le développement et la participation volontaire à des actions de bénévolat au sein d'associations drômoises. Valoriser les compétences acquises par les bénéficiaires durant les missions bénévoles par le biais du passeport bénévole.	Etat des lieux L'isolement social est un facteur d'exclusion. La majeure partie des bénéficiaires qui accèdent à un emploi, y parviennent grâce à leur réseau personnel et à leur propre initiative. Favoriser l'inclusion sociale permet donc d'agir positivement sur le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA.
Moyens et partenaires mobilisés Outils de communication du Département : Site Internet, plaquette et campagne de communication. animateur du dispositif sélectionné par appel à projets. Associations Drômoises. Réseaux des référents uniques.	Financement Moyens financiers du Département. FSE. Animateur du dispositif : l'opérateur Familles Rurales a été sélectionné dans le cadre de l'appels à projets PDI 2017.
Indicateurs Nombre de mises en relation de bénéficiaires avec des associations Nombre d'associations inscrite dans le dispositif Nombre d'offres de bénévolat mises en ligne sur la plateforme dédiée Nombre de passeport bénévoles transmis.	Public cible 300 Bénéficiaires du RSA relevant de l'obligation d'insertion.
Modalités de soutien de l'Etat Soutien financier du FAPI.	

Progression :



État d'avancement du projet

Cette action inscrite dans le cadre des appels à projets PDI revêt un caractère expérimental dont l'impact est tant pour les bénéficiaires du RSA que pour le tissu associatif.

Action re-calibrée pour l'année 2018 avec un nouveau portage du projet réalisé par deux associations : Le Comptoir Des Lettres et l'ADAPT.

Ce projet cofinancé par du PDI et du FSE, s'appuie davantage sur la valorisation des compétences acquises par les bénéficiaires et sur l'accompagnement de la personne et de l'association (phase diagnostic et d'accueil) dans la réalisation et le suivi de la mission de bénévolat.

Cette action connaît un réel succès. le taux d'accompagnement est très satisfaisant. En fin d'année une expérimentation d'action temporaire de bénévolat a été réalisée. Cette expérimentation a pu se poursuivre sous l'appellation « défis ».

Indicateurs pour l'année 2019 :

81 bénéficiaires du RSA ont été orientés sur l'action
 64 ont été accompagnées et 46 se sont engagées dans une mission
 49 missions bénévoles individuelles ont été réalisées
 27 défis réalisés
 41 passeports ont été démarrés

Financement : Moyens du Département

Réalisé 2018 : 70 000 € (PDI /FSE)

Réalisé 2019 : 80 000 €(PDIE/FSE)

Crédits FAPI : 70 000€ alloués à cette action qui a permis un déploiement départemental plus dynamique autant pour les bénéficiaires de l'action que pour les associations volontaires.

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .1 du plan pauvreté

Action complémentaire 3 : Prévention du surendettement	
Description de l'action : Expérimentation d'une démarche proactive d'accompagnement social global à destination des ménages identifiés comme en « situation complexe » dans le cadre de leur procédure de surendettement.	
Objectif Eviter la complexification des situations aux problématiques déjà multiples. Favoriser l'adhésion des ménages à un accompagnement renforcé en allant à leur rencontre.	Etat des lieux - Des ménages pas toujours en capacité de se saisir des offres d'accompagnement qui leur sont proposées. - Des situations complexes qui nécessitent d'être accompagnées au risque dans le cas contraire de se dégrader.
Moyens et partenaires mobilisés Conseil Départemental (Service Logement et Direction de l'action sociale des territoires) DDCS Banque de France CAF Partenaires associatifs	Financement Calendrier Travail à la mise en place de l'action avec les partenaires concernés printemps - été 2017. Début de l'action - fin d'année 2017.
Indicateurs Mise en place de façon concertée d'une action expérimentale sur 30 ménages. Evaluation après un an de fonctionnement avant poursuite ou évolution de l'organisation.	Public cible Personnes surendettées avec capacité de remboursement négative, et problématiques sociales conjuguées. Expérimentation auprès de 30 ménages en file active.
Modalités de soutien de l'Etat Soutien financier du FAPI – budget estimé à 40 000€	

Progression :



État d'avancement du projet

Plusieurs temps de travail courant 2018, ont permis de formaliser une fiche action, suite à la validation du PDALHD en décembre 2018.

Un process de repérage des publics reste à finaliser. Une expérimentation sur le territoire du Grand Valentinois à commencer à compter du mois d'avril 2019 est portée par l'ADIL.

L'objectif est d'expérimenter une démarche proactive d'accompagnement global à destination des ménages identifiés comme en situation complexe dans le cadre de leur procédure de surendettement.

30 ménages sont concernés dont 10 ménages avant assignation et 20 ménages après assignation (dette inférieure ou supérieure à 2000€)

Financement : Moyens du Département

Prévisionnel 2018 : 10 000€

Réalisé 2019 : 10 000€

Cette action est clôturée, ne relève pas du plan pauvreté.

Action complémentaire 4 : Soutien à l'insertion par l'activité économique	
Description de l'action : Accompagner et soutenir le secteur de l'IAE.	
Objectifs Accompagner la pérennité économique et prospective du secteur de l'IAE (ACI, ETTI, AI, EI) par : <ul style="list-style-type: none"> - un accompagnement au développement économique de leurs activités et/ou mutation du secteur, - la promotion du secteur auprès des entreprises et des collectivités, - le renforcement de l'offre d'insertion. 	Etat des lieux Le Département souhaite accompagner et soutenir les SIAE dans la construction d'un nouveau modèle économique leur permettant d'assurer leur viabilité et leur développement économique durable sur la base de coopérations nouvelles, de mutualisations et de projets innovants.
Moyens mobilisés Réalisation d'une étude prospective du secteur par le cabinet ELLYX. Actions de promotion du secteur de l'IAE pour permettre le rapprochement avec les entreprises du secteur marchand et les collectivités territoriales (collaborations économiques, recrutement...). Partenaires mobilisés Direccte Les SIAE du territoire Le collectif Emploi Solidaire Pole Emploi CCI	Financement Moyens du Département, du FSE et de l'Etat (Direccte).
Indicateurs Rapport final de l'Etude. Nombres d'actions de communication mises en place (newsletters,). Nombre de regroupement et / ou coopération entre SIAE et/ou entreprises du secteur marchand.	Public cible Les 19 SIAE de la Drôme portant des chantiers d'insertion, des associations intermédiaires, des entreprises d'insertion et des entreprises de travail temporaire d'insertion.
Modalités de soutien de l'Etat Pilotage dans le cadre du CDIAE et soutien à ce secteur Intervention du DLA (au delà de 2018) et mise en place d'ateliers collectifs	

Progression :



Le Département poursuit sa stratégie d'accompagnement du secteur sur la base des préconisations faites dans l'étude menée en 2017 par un cabinet extérieur et co-financée par la Direccte. Cette étude vise la présentation des perspectives d'évolution des SIAE pour les prochaines années.

Par ailleurs, une démarche est en cours pour formaliser un schéma des achats responsables au sein du Département avec notamment le développement des marchés réservés aux structures de l'économie sociale et solidaire dont les SIAE font partie.

La poursuite de l'accompagnement du secteur de l'IAE s'est traduit en fin d'année 2019 par un temps fort lors de la journée du 7 novembre regroupant tous les acteurs de l'IAE de l'ESS, des entreprises et nos partenaires institutionnels comme la Direccte.

Indicateurs :

Une nouvelle structure issue d'un regroupement (4 SIAE) a vu le jour courant 2018. L'association AXED, coopération de 3 drômoises et 1 ardéchoise, sur le territoire Drôme sud, a créé un nouveau chantier d'insertion (activité de ressourcerie).

Un nouveau chantier d'insertion s'est monté en 2019 dans le nord Drôme porté par Tremplin Environnement.

Financement : Moyens du Département

Réalisé en 2019 : 69 900€ (Fonds IAE-INNOV)

Crédits FAPI :

- 24 500 € alloués pour le soutien des structures de l'IAE
- 25 000 € alloués à un nouveau soutien financier collectif Emploi (regroupement des SIAE de la Drôme).
- et 25 000 € alloués au Dispositif Local d'accompagnement (DLA).
- Forum de l'IAE du 7 novembre : 5 400 €

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .1 du plan pauvreté

Action complémentaire 5 : Accès aux droits par la mise en place d'un « KIT ACCUEIL RSA »	
Description de l'action : Mise en place et diffusion d'un « KIT ACCUEIL RSA ».	
Objectif Permettre la mise en place d'une information personnalisée au moment de l'accès aux droits RSA et améliorer la communication sur les deux volets du dispositif, allocation et accompagnement, auprès du public.	Etat des lieux Tel qu'il est défini par la loi du 1 ^{er} décembre 2008, le Revenu de Solidarité Active est non seulement un droit à une allocation mais également un droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent. Or, le recours à ce droit à l'accompagnement est encore insatisfaisant. Dans un contexte de dématérialisation de la demande de RSA, il convient d'autant plus d'accompagner les bénéficiaires à la compréhension de ce dispositif complexe.
Moyens et partenaires mobilisés Mise en place de plaquettes d'informations diffusées largement. Mise en place d'un film de présentation disponible en ligne y compris sur le site de la CAF. Partenaires MSAP. Réseaux des référents uniques RSA. CMS / CCAS CAF/ MSA	Financement Moyens du Département, de la Caf, de la MSA.
Indicateurs Nombre de supports de communication réalisées Nombre de plaquettes diffusées. Délai entre l'information sur l'ouverture des droits et la désignation du référent unique.	Public cible Les nouveaux entrants dans le dispositif RSA.
Modalités de soutien de l'Etat Soutien financier du FAPI.	

Progression :



Projet terminé mais qui nécessitera des adaptations éventuelles en fonction de l'évolution de la réglementation

État d'avancement du projet

Afin d'améliorer la communication et de permettre une information personnalisée sur le dispositif RSA mais également de renforcer l'accès aux droits des publics fragiles, des plaquettes d'information sur le dispositif RSA ont été réalisées.

Indicateurs : Diffusion

Pour les instructeurs RSA : 4 000 plaquettes diffusées
 Pour les référents RSA : 4 000 plaquettes diffusées
 Pour la carte mémo : 4 000 exemplaires.

Financement : Moyens du Département

2017 : 1 680 € pour le graphisme et la maquette + 2 646 € d'impression réalisée par le service de la reprographie soit un total de 4 326 € .

2018 : Réimpression si nécessaire

2019 : Réimpression des kits

Pour 2020, les kits vont être réactualisés au vu de l'évolution de la législation.

Action complémentaire 6 : Favoriser l'insertion des jeunes par la mise en place d'un dispositif d'insertion pour les jeunes majeurs sortants de l'ASE

Description de l'action :

Construction et mise en place d'un dispositif d'insertion pour les jeunes majeurs sortants de l'ASE (par exemple : action de parrainage, etc...).

Objectif

1) Prendre en compte la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant et les actions définies dans la feuille de route de la protection de l'enfance.

2) Proposer des actions en faveur des jeunes 16-25 ans sortant de l'ASE dans une logique d'insertion sociale et professionnelle

3) Prévenir l'entrée des jeunes de 25 ans dans le dispositif du RSA.

Etat des lieux

L'accompagnement vers l'autonomie des jeunes majeurs est un sujet qui trouve de plus en plus d'importance dans le débat public, en raison aussi bien de l'allongement des études, de l'indépendance économique et financière plus tardive de la jeunesse au sein de la population générale, mais aussi des difficultés sociales, familiales, et/ou éducatives susceptibles d'être rencontrées par un certain nombre de jeunes.

Les jeunes sortant de l'ASE sont particulièrement confrontés aux difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Malgré des dispositifs existants tels que la garantie jeune qui peuvent être un premier niveau de réponse, cela ne semble pas suffisant. Il est donc nécessaire de proposer d'autres formes de réponses en fonction des besoins et problématiques de ces jeunes.

Moyens mobilisés

Diagnostic
 Parangonnage
 Aides individuelles (Fonds d'aides aux jeunes) et collectives

Partenaires mobilisés

Missions locales
 DDSCS
 Direccte
 Acteurs de la santé, du logement, du handicap, de l'insertion sociale, de l'emploi, de la formation.

Financement

Moyens du Département

Calendrier

2017 : Concertation avec les partenaires, analyse des besoins, étude des dispositifs existants dans d'autres départements.

Fin 2017 : Validation partenariale des orientations d'action

2018 : Démarrage de l'action à destination des jeunes

Indicateurs

Nombre de jeunes inscrits dans le dispositif

Public cible

Jeunes de l'ASE, en prévention d'éventuelles difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Modalités de soutien de l'Etat

Soutien et coordination avec les moyens de droit commun

État d'avancement du projet

L'action est complexe à mettre en œuvre de part la particularité du public visé et de la gouvernance qui implique trois directions différentes au sein du Département. Il s'agit de travailler sur l'insertion et l'autonomie des jeunes dans une démarche de participation.

En 2018, un travail de maillage a été mené.

Pour 2019, il est proposé, suite aux constats de la méconnaissance des professionnels de l'ASE du secteur de l'insertion, l'organisation d'un forum entre les professionnels de l'ASE au sens large et le secteur de l'insertion et le service jeunesse. Ensuite, une journée « Mappy de l'insertion » avec des jeunes devrait être programmée.

Projet en cours de formalisation avec les multiples acteurs (Direction Enfance Famille, partenaires jeunesse, Direction Education jeunesse et Sport,...)

Crédits FAPI 2018 : 18 270 € alloués au projet « Autonomie des jeunes grands mineurs de l'ASE » permettant de préparer la construction du projet de vie des jeunes de l'ASE
 En 2019, le forum jeunesse à destination des professionnels s'est tenu le 21 novembre 2019 à Valence (à l'Ecas).

Il a réuni plus de 80 acteurs locaux. Ce forum va être déployé sur les autres territoires dont le prochain est programmé pour le mois d'avril 2020 à Montélimar.

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A.3.1 du plan pauvreté

Progression :



Action complémentaire 7 : Favoriser l'insertion des jeunes	
Description de l'action : Dynamiser et renforcer la cohérence des dispositifs existants à destination des jeunes	
Objectif Donner le goût d'entreprendre aux jeunes via le programme «Les Entrepreneuriales» portée par l'association ALERA. Développer le Parrainage entreprises /jeunes, via le dispositif « 100 chances 100 emplois » et la mise en place de l'initiative « Nos Quartiers ont du Talent ». Faciliter l'accès au financement pour les jeunes créateurs, via un partenariat avec France Active. Le déploiement du portail d'information des jeunes en Drôme-Ardèche. Proposer un accompagnement renforcé pour les jeunes en s'appuyant notamment sur le dispositif garantie jeunes.	Etat des lieux
Moyens et partenaires mobilisés DDCS Département (Direction Culture Sport Jeunesse, Direction de l'Enfance, Insertion, Service Insertion, etc...) Direccte Missions Locales	Financement Moyens du département, (fonds d'aide aux jeunes) de l'Etat (Direccte)
Indicateurs Nombre de jeunes inscrits dans les dispositifs	Valeur visée Meilleure efficacité des dispositifs Coordination améliorée
Modalités de soutien de l'Etat Soutien et coordination avec les moyens de droit commun	

Progression :



Un travail important est à mener notamment avec la Direction Education Jeunesse et Sports afin de clarifier les dispositifs existants et les priorités d'actions (santé, accès aux outils numériques, accès à la formation, mobilité, découverte de métiers...).

En 2018 :

- Renouvellement des actions 100 chances 100 emplois sur Valence et Romans et déploiement avec succès sur un nouveau territoire à Montélimar
- Soutien à l'action Nos Quartiers ont du Talent (NQT),
- Cofinancement d'une nouvelle action spécifique « Garantie Jeune réfugiés » sur le territoire Valentinois
- Soutien à l'école de la deuxième chance de VALENCE
- Actions nouvelles dans le cadre du règlement Fonds d'aides aux jeunes sur les thématiques de mobilité et de coaching

L'année 2019 a été marquée par :

- Lancement d'un Appel à Projets FAJ collectif dont 12 projets retenus dont 1 un chantier éducatif et 2 chantiers de 2018 se sont poursuivis en 2019.
- Soutien à des projets de Logement pour des jeunes en insertion dans le cadre du PDALHPD.

Indicateurs :

Le Département a soutenu en 2019 : 423 jeunes aidés par des demandes individuelles (FAJ)

Financement : Moyens du Département

Réalisé 2019 : 14 FAJ COLLECTIFS pour un montant de 97 092 €

Crédits FAPI : 91 437 € alloués pour l'ensemble des actions à destination des jeunes en difficultés :

- 30 000 € (100 chances 100 emplois)
- 5 000 € (NQT)
- 6 200 € (garantie jeunes)

Pour 2020 cette fiche fusionne avec le A .3 .2 du plan pauvreté

Action complémentaire 8 : Accès aux droits par le renforcement de l'intervention de l'intervenante sociale en gendarmerie (ISG)	
Description de l'action : Renforcement de l'action des intervenants sociaux en gendarmerie (ISG), interface entre la gendarmerie et les différents acteurs du monde social.	
Objectif Renforcer et pérenniser l'intervention réalisée par l'Intervenante Sociale en Gendarmerie de premier accueil social, d'écoute et d'orientation pour les personnes. L'ISG assure aussi une mission de prévention, de détection des situations de détresse sociale, et d'anticipation de la dégradation de certaines situations.	Etat des lieux Les militaires de la gendarmerie sont de plus en plus fréquemment saisis d'interventions à caractère social grevant considérablement leur disponibilité pour les missions de police judiciaire et de sécurité publique.
Moyens et partenaires mobilisés Gendarmerie Département CAF CIDFF	Financement Financement d'un second poste d'ISG notamment sur le Sud Drôme (arrondissement de Pierrelatte et Nyons) à hauteur d'un demi ETP en complément de l'ETP existant.
Indicateurs Nombre de dossiers traités Nombre de personnes accueillies et orientées	Public cible Personnes rencontrant des problèmes familiaux (problèmes conjugaux, séparation conflictuelles, ...), des difficultés éducatives, en situation de détresse (précarité, addictions, etc...) A titre indicatif : 434 dossiers traités en 2016 soit 535 bénéficiaires
Modalités de soutien de l'Etat Soutien financier du FAPI	

Progression :



État d'avancement du projet

Projet porté par la Direction des Territoires de l'Action Médico-sociale (DTAMS), depuis plusieurs années il existe un financement d'un poste d'intervenant en gendarmerie avec un renforcement en 2018 de l'action par la mise en place d'un deuxième poste dédié dans le sud de la Drôme.

L'intervenante doit accompagner des personnes ayant des situations complexes et diverses :

- de violences conjugales,
- de surendettement,
- de difficultés éducatives .

Financement : Moyens du Département

Prévisionnel 2018 : 28 000 €

Crédits FAPI : 28 000 € alloués pour le financement des deux postes. Grâce au FAPI, un cofinancement de la CAF d'un montant de 4 000 € a pu être mobilisé ;

Réalisé 2019 : 28 000 €

Pour 2020, cette fiche est intégrée au Plan Pauvreté.

Engagements du Département	Etat d'avancement au 31/12/2019			
	25%	50%	75%	100%
Orientation et réorientation des bénéficiaires du RSA			X	
Accompagnement des bénéficiaires du RSA et signature du CER		X		
Participation des bénéficiaires du RSA aux équipes pluridisciplinaires			X	
Signature d'un Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI)			X	
Signature d'une CAOM sur les emplois aidés				X
Installation d'une gouvernance de la politique d'insertion		X		
Mise en place d'un guide des solidarités recensant les dispositifs de solidarité existants localement et accessibles aux acteurs de la vie publics et privés				X
Mobilisation d'un réseau d'entreprises associé aux actions d'insertion menées sur le territoire par le biais de l'outil DROME CV		X		
Lutte contre la fracture numérique		X		
Lutte contre l'isolement social par la promotion du bénévolat			X	
Prévention du surendettement				X
Soutien à l'insertion par l'activité économique			X	
Accès aux droits par la mise en place d'un kit RSA				X
Favoriser l'insertion des jeunes par la mise en place d'un dispositif d'insertion pour les jeunes majeurs sortants de l'ASE			X	
Favoriser l'action des jeunes			X	
Accès aux droits par le renforcement de l'intervention de l'intervenante sociale en gendarmerie				X